HENRI WELSCHINGER

ALLEMANDS ET POLONAIS

LA CHAPELLE-MONTLIGEON

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE DE NOTRE-DAME DE MONTLIGEON

1902

ALLEMANDS ET POLONAIS

Le discours prononcé par Guillaume II le 7 juin dernier, au banquet de Marienbourg, dans la Prusse occidentale, au lendemain du dépôt au Landtag du projet de la loi sur la germanisation de la Pologne prussienne, a été un événement.

Comment l'empereur d'Allemagne a-t-il été amené à dire au Chapitre des Chevaliers de l'Ordre teutonique qu'il recevait à l'occasion de la restauration de l'antique château de Marienbourg : « J'ai déjà eu l'occasion de faire remarquer dans ce château et à cette même place que la vieille cité de Marienbourg, ce boulevard situé au point d'issue de la civilisation des pays à l'est de la Vistule, doit rester pour toujours le point de repère du devoir pour l'Allemagne. C'est le berceau de la civilisation chrétienne et c'est encore la forteresse de l'élément allemand à la frontière. L'arrogance polonaise veut opprimer l'élément allemand. Je suis donc forcé d'adresser un appel à mon peuple pour qu'il se mette en garde contre les Polonais afin de sauvegarder son bien national contre leurs attaques. C'est ici dans le Marienbourg que j'exprime l'espoir que tous les frères de l'Ordre de Saint-Jean se rendront à mon appel, si je m'adresse à eux pour défendre la civilisation et les mœurs allemandes. Aujourd'hui, comme il y a des siècles, nous devons nous réunir pour combattre l'ennemi commun... » L'ennemi commun, c'est la Pologne. Comment Guillaume II s'est-il décidé — car ce souverain ne fait rien à la légère — à attaquer si brutalement l'élément polonais sur le théâtre même de la lutte entre le germanisme et le polonisme? Pourquoi menacer ce peuple qui ne le menaçait pas? Pourquoi l'empereur qui, au début de son règne, s'était rapproché des Polonais, s'en éloigne-t-il aujourd'hui avec fracas? Pourquoi, en blessant si grièvement ses sujets

des provinces orientales de la Prusse, ne craint-il pas d'offenser en même temps les Polonais d'Autriche et de Russie qui ne séparent point leur cause de celle de leurs malheureux compatriotes?... Il faut, pour comprendre cette brusque volte-face qui peut avoir de très graves conséquences, revenir en arrière, c'est-à-dire aux événements de Wreschen et de Gnesen.

On sait que le prince de Bismarck détestait autant les catholiques polonais que les catholiques allemands. En même temps qu'il organisait le Kulturkampf en Allemagne, il poursuivait avec une égale violence tout ce qui était polonais, expulsant en masse ceux qui lui paraissaient suspects, fermant les couvents et chassant les Ordres religieux, essayant de germaniser le sol lui-même en rachetant à prix d'or 150,000 hectares de terre polonaise pour la donner à des colons allemands et protestants au nombre de 30,000. Mais il trouva une résistance inattendue. « Notre pays, avaient dit les Polonais, bien qu'incorporé depuis cent ans à la monarchie prussienne, est polonais depuis des siècles. » Et ils le prouvèrent. Ils fondèrent en effet la Banque Ziemski qui lutta avec succès contre la Commission de colonisation prussienne. La disgrâce inattendue du terrible chancelier suspendit un instant les mesures violentes. Son successeur, Caprivi, sembla renoncer à l'extermination projetée. Il manifesta des sentiments conciliateurs qui exaspérèrent le proscrit de Friedrichsruch. Celui-ci, furieux, dénonça dans son journal, les *Nouvelles de Hambourg*, et dans la presse sectaire un péril nouveau créé par la faiblesse de son successeur : le péril slave qui menaçait l'existence même de l'Allemagne. Il contribua de toutes ses forces à fonder la Société antipolonaise de défense des Marches orientales, *Ost-Mark Verein.* Alors trois hommes : MM. Haussmann, de Kennemann et de Tiedemann qui donnèrent, par leurs initiales H. K. T., un nom au parti de combat contre la Pologne, celui des Hakatistes, épousèrent les haines de Bismarck et persécutèrent violemment les Polonais. Haussmann était le fils d'un banquier juif de Berlin; Kennemann, un riche propriétaire foncier; Tiedemann, président de la régence à Bromberg. Le chancelier de Caprivi descendit du pouvoir et M. de Hohenlohe continua la mauvaise besogne. Il

fallait, sous prétexte de défendre le germanisme menacé, écraser le polonisme. C'était la lutte acharnée du *Deutschum* contre le *Polentum,* et il importait que celui-ci disparût.

Du temps de Caprivi, en 1894, l'empereur Guillaume II s'était rapproché des députés polonais et était entré en excellentes relations avec l'un des plus influents, M. Koscielski. Celui-ci, lors de la délicate question de l'augmentation des crédits pour la marine allemande, promit au souverain l'appui des Polonais, si le gouvernement allemand faisait des concessions sérieuses au sujet de l'enseignement du polonais dans les écoles de Posnanie. Mais il arriva que, le jour du vote des crédits, l'absence fortuite de M. Koscielski détermina les Polonais à repousser le projet impérial. Guillaume II remarqua ce fait et le considéra comme une provocation. Aussi saisit-il un incident survenu à Thorn pour dire dans cette même ville : « Les habitants polonais de Thorn ne se conduisent pas comme j'étais en droit de l'attendre. Ils doivent se tenir pour dit qu'ils ne peuvent compter sur ma clémence et sur ma sympathie que s'ils se montrent sujets polonais sans conditions. » Et il prouva bientôt ses mauvaises dispositions en faisant prévaloir les idées des Hakatistes sur celles de Caprivi. Koscielski eut l'imprudence, en 1895, de riposter à cette attitude par un discours antiprussien et, dès lors, le feu fut mis aux poudres.

A l'arrivée du nouveau chancelier, le comte de Bülow, le hakatisme redoubla de fureur contre les Polonais, à l'école, à l'armée, à l'église, dans l'administration, partout. Les magasins des marchands polonais furent mis en interdit. Défense d'y acheter le moindre produit, le moindre objet. Les soldats d'origine polonaise furent privés des prédications en leur langue natale et contraints de n'entendre que des prêtres allemands. Les enfants virent la langue polonaise écartée de l'école et le catéchisme allemand remplacer d'office le catéchisme polonais. Les conférences, les lectures particulières furent sévèrement interdites. Des espions ou des agents, à la solde de la police allemande, allaient faire des visites domiciliaires chez les étudiants suspects de polonisme. On saisissait les livres polonais, les œuvres de Mickiewicz et de Sienkiewicz; on dérobait les cahiers où étaient consignées les leçons dans la vieille

langue du pays ; on dirigeait un acte d'accusation contre plus de cent étudiants coupables de rester fidèles à leur patrie. « Il faut, disait-on, considérer les Polonais comme des îlotes n'ayant que ces trois privilèges : payer l'impôt, servir dans l'armée et fermer la gueule ! » On supprimait les dénominations géographiques polonaises et les étiquettes, les affiches, les enseignes, comme on l'a fait brutalement à Strasbourg.

En Pologne prussienne on substituait de lourds noms allemands aux noms polonais, comme en Lorraine du gracieux *Thionville* on a fait l'abominable *Diedenhofen*. On ne tolérait plus la moindre expression polonaise dans le service des postes et l'on mettait en quarantaine les lettres et dépêches non écrites en allemand. On effaçait des tombes elles-mêmes les épitaphes gravées en polonais. Partout la tracasserie ou la violence, partout la persécution bête ou cynique. Et c'étaient les Hakatistes qui, dans leur accès de prussianisme aigu, poussaient les fonctionnaires, les militaires, les agents de toute sorte à vexer, à frapper, à exaspérer les Polonais, semant la rancune et la haine qui, un jour ou l'autre, amèneront sans doute quelque redoutable explosion.

Mais à ces méchancetés et à ces insolences les Polonais répondaient par une résistance et un courage admirables. On avait dit ironiquement : « *Finis Poloniæ* », et voilà que cette Pologne, menacée de mort, vivait. Sa race, condamnée à la destruction, loin de décroître s'augmentait. Ses destinées, que les arrêts cruels de l'Europe avaient condamnées, ne cessaient d'occuper les Parlements et la presse de tous les pays.

Les Hakatistes ont, comme des sectaires qu'ils sont, la haine de l'Église catholique dont ils redoutent l'influence parmi les populations qu'ils persécutent. M. de Studt, ministre de l'Instruction publique et des Cultes en Prusse, décida que désormais l'enseignement religieux ne serait plus donné en langue polonaise, mais en allemand. La langue polonaise ayant disparu de l'école obligatoire, les enfants qui ignoraient cette langue étaient donc obligés à ne recevoir d'instruction religieuse ou laïque qu'en langue allemande. Ne comprenant point la langue nouvelle, ils étaient condamnés à vivre et à grandir sans la moindre notion de leurs devoirs religieux. Les parents, émus de cette

interdiction, apprenaient en cachette le polonais à leurs enfants et les décidaient à refuser à étudier le catéchisme et l'histoire sainte en une autre langue. Surpris et indignés, les maîtres d'école firent d'abord des remontrances sévères, puis administrèrent aux petits rebelles des pensums, puis des tapes et des punitions de tout genre. Ce fut en vain. La colère des Hakatistes et de leurs agents fut grande. Il fallait à tout prix faire un exemple. Voici ce qui passa à Wreschen ou Wresnia, en Posnanie.

Les enfants de cette commune déclarèrent nettement un jour aux instituteurs de l'école municipale, qui voulaient leur imposer la langue allemande, qu'ils ne diraient leurs prières et n'apprendraient leur catéchisme qu'en polonais. A cette déclaration répondirent des punitions corporelles qui, en trois mois, montèrent à plus de sept cents. Chaque matin ou chaque soir, de pauvres petits êtres revenaient chez leurs parents avec des marques sanglantes de la cruauté de leurs maîtres. Le 20 mai 1901, ce fut pire. Les autorités scolaires de Wreschen décidèrent que, pour venir à bout de la résistance opiniâtre des enfants, une bastonnade générale aurait lieu avec le concours de tout le personnel enseignant et sous la présidence de l'Inspecteur en chef. Cela paraît presque invraisemblable, mais cela est ainsi. On appelle donc à tour de rôle les enfants des deux sexes devant ce jury impitoyable; on les déshabille et on les roue de coups de bâton. Puis on les ramène à leurs bancs et on les oblige à voir traiter de même leurs camarades. Les coups pleuvent avec tant de force qu'un enfant en restera infirme toute sa vie et qu'un autre en perdra presque la raison. Plusieurs étaient couverts de plaies. Les cris des petites victimes s'entendaient du dehors et finirent par ameuter les passants. Les habitants de Wreschen accoururent. Ils voulurent entrer dans l'école. Elle était soigneusement fermée. Comme la bastonnade continuait et que les clameurs redoublaient, des mères affolées se précipitèrent sur la porte et rudoyèrent les gendarmes qui les empêchaient d'entrer. Les malheureuses essayaient en vain d'arracher leurs enfants à ces brutalités et maudissaient les lâches qui frappaient les innocents. Le curé et le vicaire de Wreschen se jetèrent au milieu d'elles pour essayer de les calmer. « Chiens d'Alle-

mands! » criaient les unes. « Vous êtes prêts à vendre l'âme de nos enfants pour cent marks! » disaient les autres. Mais tout se borna en somme à des clameurs, à des reproches. Les mères auraient pu répondre à la violence par la violence, car il n'y a rien de légitime au monde comme la révolte en pareil cas. Elles reprirent seulement leurs enfants, essuyèrent leurs larmes et pansèrent leurs plaies. Mais l'orgueil des maîtres allemands avait souffert. Comment! On osait protester? On osait les blâmer? Cela méritait vengeance. Vingt-cinq personnes furent arrêtées : des mères, des spectateurs inoffensifs et jusqu'à des enfants. L'acte d'accusation relata les gros mots lancés par les paysannes indignées, et l'on parla d'émeute et de crime de haute trahison.

Le jugement de cette détestable affaire eut lieu en novembre 1901, à Gnesen et dura plusieurs jours. Le président du tribunal aux plaintes des mères répliquait que Dieu se plaisait à être honoré aussi bien en allemand qu'en polonais. Un instituteur eut l'audace de dire que la religion était comme le lait et qu'on pouvait boire aussi bien dans une tasse que dans un verre. A la cruauté l'imbécile ajoutait l'ironie pesante. Le procureur voulut savoir pourquoi les paysannes avaient osé protester, et l'une d'elles lui ferma la bouche avec cette belle et simple réponse : « Ce que nous voulons toutes, c'est que nos enfants apprennent la religion en polonais, parce que sans cela nous ne pourrions pas prier avec eux! » C'était trop de bravade, et le tribunal se chargea de la réprimer.

Sur vingt-cinq accusés, cinq furent acquittés, les vingt autres furent condamnés à un total de dix-sept années et demie de détention sévère. La femme Piasecka, mère de cinq enfants et grosse d'un sixième, qui avait maudit le maître d'école en le voyant frapper son fils à tour de bras, eut à elle seule deux ans et demi de prison. Elle est morte, trois mois après, dans le cachot où elle avait eu à subir d'atroces rigueurs. Un boucher, qui s'était permis une petite plaisanterie sur la douceur germanique, fut puni de deux ans de prison. Des enfants de douze et treize ans furent condamnés à six mois et plus de détention. Une des accusées qui venait d'accoucher obtint à grand'peine un sursis. Une autre qui venait de se marier fut condamnée à

un an de prison... Voilà comment se vengeait le *schulmeister* prussien, ce *schulmeister* qui, suivant le dire de quelques naïfs, nous aurait vaincus en 1870.

L'odieuse exécution de Wreschen et l'abominable jugement de Gnesen ne devaient pas écraser la résistance des Polonais. La saisie brutale de 27,000 cartes postales qui reproduisaient par des dessins exacts les tristes événements de Wreschen n'intimida personne. La violence des bourreaux n'atteignait en réalité que les bourreaux eux-mêmes. En Pologne, en France, en Autriche, en Allemagne même, l'opinion publique s'indigna. Un grand écrivain polonais traduisit admirablement l'indignation de tous. Henryk Sienkiewicz adressa au *Czas* de Cracovie la lettre suivante :

« Un jugement inique vient d'être prononcé. Il n'y a pas eu de violence contre les bourreaux des petits écoliers de Wreschen, et pourtant les parents de ces enfants, torturés par l'école prussienne, viennent d'être condamnés par les tribunaux prussiens à un long emprisonnement, pour l'unique raison que, sous l'empire du désespoir et de la pitié, ils ont exprimé trop haut leur indignation contre de pareils instituteurs et une école semblable.

« Partout où une culture dégénérée n'a point abouti à une barbarie complète, — même parmi ceux d'entre les Allemands qui préféreraient jouer un autre rôle dans l'histoire que celui de sbires prussiens, — cette sentence éveillera les mêmes sentiments d'horreur et de mépris, et pénétrera en même temps les cœurs de stupéfaction et d'angoisse pour l'avenir. Il est advenu ce qui devait advenir. Depuis le règne de Frédéric II et même bien avant, la politique prussienne a été une série ininterrompue de crimes, de violences, de trahisons, de tyrannie envers les faibles, d'avilissement à l'égard des forts, de mensonges, de violation de parole, d'hypocrisie et de fausseté. »

Sienkiewicz n'était pas surpris de voir qu'un semblable organisme, orgueilleux de sa force matérielle, arrivât à d'aussi odieuses manifestations que les procès de Wresnia et de Thorn. En cette dernière ville, le gouvernement prussien, au mois de septembre 1901, avait intenté à soixante étudiants de seize à vingt ans un procès de haute trahison. Quel était leur crime?

Ils avaient osé étudier, en dehors des programmes, l'histoire et la littérature polonaises. Quarante d'entre eux, pour ce fait, avaient été condamnés à un rigoureux emprisonnement. Cela était inique au premier chef, mais cela ne décourageait pas l'âme généreuse et confiante de Sienkiewicz. « On essaie de se consoler, disait-il, par la pensée que tout cela ne peut durer. L'histoire fait foi que tout édifice fondé sur les bases de la tyrannie, de la méchanceté et de la sottise, n'a jamais de durée... Quant à nous, que devons-nous faire, tant que le crime et la barbarie nous écrasent directement?

« Avant tout, il nous faut persévérer et durer! Et puis encore aider à la constance des victimes de la force sauvage...

« Puissent donc s'émouvoir les cœurs de toutes nos mères! Donnons du pain à ces pauvres enfants, apportons quelque consolation aux cœurs de leurs infortunés parents emprisonnés, afin qu'ils sachent que leurs enfants n'auront point à mendier leur pain. La loi de Dieu — la loi chrétienne — ordonne la pitié pour l'enfance. Combien plus, quand il s'agit de semblables enfants! quand il s'agit de nous! »

Cette noble et touchante protestation enflamma les cœurs polonais et détermina une immense manifestation à laquelle s'associèrent la noblesse, la bourgeoisie, le peuple tout entier. Une souscription nationale répondit à l'appel du célèbre auteur de *Quo vadis*. Dans le monde entier, on lut avec admiration la lettre de Sienkiewicz, et chez nous plus d'un se rappela qu'en 1871 nos enfants alsaciens avaient été, eux aussi, menacés de violences pour avoir osé répéter à l'école l'idiome paternel. La sentence, aussi stupide que barbare, de Gnesen avait produit un effet qui étonna les Allemands eux-mêmes et leur causa un certain malaise. Ils s'efforcèrent de réagir contre le sentiment universel en plaisantant. Vous allez voir jusqu'où va la plaisanterie germanique. Un journal officieux, pour justifier la sentence de Gnesen, formula un apologue. Le voici. Un homme sensible s'opposa un jour à la noyade de sept petits chats et les recueillit chez lui. Qu'arriva-t-il? C'est que les sept petits chats eurent, un an après, quarante-neuf rejetons et qu'au lieu de n'avoir eu à noyer que sept chats, *il fallut en noyer cinquante-six*... Est-ce clair? Est-ce joli?... Est-ce décisif?

La conclusion de ce Borusse est bien simple. Il faut contre les rebelles, petits ou grands, déployer « la furie sans bornes de l'État », c'est-à-dire traiter les Polonais insolents en ennemis, interdire leur langue nationale, proscrire l'histoire de leur pays, les asservir et même les exterminer. Ces arrêts et ces discours brutaux ont provoqué, et il fallait bien s'y attendre, l'indignation de tous les Polonais.

En tête des listes de souscription on voyait les noms de l'ancien gouverneur de Galicie, du recteur de l'Université de Lemberg, du consul de Prague, de grands seigneurs et de notabilités considérables. La persécution des Polonais de Posnanie amenait les Galiciens à réfléchir sur les rapports de l'Autriche avec l'Allemagne. Eux qui avaient été favorables à l'alliance allemande, ils ne voulaient plus être dupes et, devant l'audace germaine, ils songeaient à la solidarité slave. Les Tchèques s'émouvaient, eux aussi, et préconisaient une politique nouvelle qui débarrassât enfin l'Autriche-Hongrie de l'insolente domination allemande. Au Reichsrath, un député tchèque dénonçait hautement les brutalités de Wreschen et les iniquités de Gnesen, et la majorité des représentants l'applaudissait frénétiquement. Les enfants et leurs parents étaient considérés comme des martyrs de la cause nationale et leur courage était célébré par tous ceux qui avaient horreur de la persécution et du despotisme prussiens. Un témoin des scènes qui suivirent l'arrêt nous les rapporte en ces termes impressionnants : « Personne ne peut penser sans émotion à ce cruel moment, quand la sentence ayant été prononcée, aussitôt on chargea les accusés de fers et on les conduisit en prison, au milieu du silence le plus impressionnant. Généralement les accusés, à ce moment, éclatent en sanglots, en cris désespérés. Ici, c'était le courage du martyre, la résignation de héros chrétiens qui se lisait sur toutes ces figures, qui s'affirmait par ce silence éloquent. »

Aussi, comment s'étonner de la propagation si rapide du mouvement antigermanique non seulement en Posnanie, mais en Galicie? A Lemberg, n'a-t-on pas vu le consulat allemand menacé par des bandes d'étudiants irrités, des meetings enflammés où retentissaient des protestations contre la Prusse et des

promesses de propagande active en Autriche, en Italie, en France et même en Amérique? La politique violente de germanisation en Posnanie n'amenait-elle pas des résultats extraordinaires? Qui aurait pensé que les Galiciens protesteraient avec tant de vivacité contre les prétentions impertinentes de l'hégémonie de l'Allemagne impériale? Qui aurait cru que les négociants de Galicie inviteraient le monde commerçant de leur province à rompre toutes relations commerciales avec l'Allemagne et à tirer seulement de la France ou de l'Angleterre les articles étrangers indispensables?

Il a fallu que l'empereur François-Joseph donnât de sa personne et invitât les autorités de Lemberg à empêcher à tout prix le retour des désordres et des manifestations qui avaient brisé l'écusson du consulat allemand et bombardé de pierres les bureaux de ce consulat. Le comte Goluchowski, ministre des Affaires étrangères d'Autriche, dut aller exprimer ses regrets à l'ambassadeur d'Allemagne et déclarer que ces désordres ne pouvaient porter atteinte à l'alliance austro-allemande. Cependant, il refusa d'interdire la souscription en faveur des victimes du procès de Gnesen, en faisant remarquer qu'il ne pouvait pas renoncer à ses traditions ni froisser une fraction importante de sa majorité. Les journaux prussiens, au lieu de reconnaître le côté impolitique des mesures de Wreschen et de Gnesen, ne cessaient d'attiser le feu et demandaient la germanisation par la force.

L'officieuse *Gazette de l'Allemagne du Nord* essaya d'arranger les faits. Elle rappela qu'une instruction ministérielle de 1842 édictait que l'enseignement serait donné dans la langue maternelle des écoliers et que, dans les écoles où les leçons seraient faites en polonais, la langue allemande serait une des matières de l'enseignement. Mais l'inspection scolaire de 1872 avait constaté les suites fâcheuses de ce système. « Non seulement les écoliers polonais n'apprenaient pas l'allemand, *mais les écoliers allemands se polonisaient!...* » Devant un résultat aussi prodigieux, il fallut recourir à d'autres mesures. Une nouvelle instruction de 1872 prescrivit que dorénavant l'allemand serait la langue de l'enseignement, exception faite pour l'instruction religieuse. Mais il était entendu que si les enfants

étaient assez avancés dans la connaissance de l'allemand, c'est dans cette langue qu'on les instruirait pour le catéchisme et les devoirs religieux... Or, les petits Polonais de Wreschen ne savaient pas l'allemand et on les a roués de coups parce qu'ils répondaient en polonais. Voilà la réplique qu'il convenait de faire à la note hypocrite de la *Norddeutsche Zeitung*.

Il importe de dire aussi que des protestants eux-mêmes condamnèrent les violences de Wreschen et de Gnesen. Ainsi, le pasteur Rade de Marbourg écrivait à la *Christliche Welt :* « N'avons-nous pas, nous protestants allemands, le devoir sacré de nous élever publiquement contre ces procédés scolaires, contre ces principes de gouvernement?... Si nous laissions passer cette persécution d'enfants polonais, c'est que nous aurions à cœur tout autre chose que la religion ! » Les catholiques, comme ceux de la *Germania,* n'étaient pas moins indignés : « Quel ne serait pas, disaient-ils, le *furor teutonicus* de Memel à Trèves si, dans une localité de la Galicie, on agissait à l'égard d'écoliers allemands comme on a agi à Wreschen à l'égard d'écoliers polonais? »

Le 10 décembre, vint au Reichstag de Berlin l'interpellation du parti polonais qui avait été signée par le Centre, les Guelfes et les Alsaciens-Lorrains.

Le prince Radziwill développa cette interpellation en termes éloquents. Il fit remarquer que les événements de Wreschen avaient produit à l'étranger, comme en Allemagne, une impression des plus regrettables. Il dit que les Polonais n'avaient pu s'habituer aux brusques changements opérés dans le régime scolaire ni surtout à son mode étrange d'application : les coups de bâton. Il établit que le devoir du gouvernement était de laisser enseigner en polonais l'instruction religieuse, attendu que nul ne songeait à exciter l'âme des enfants contre l'autorité allemande.

Le chancelier impérial, comte de Bülow, se permit de répondre qu'il ne savait pas que les événements de Wreschen eussent créé à l'étranger une impression nuisible à la réputation de l'Empire allemand. Il passa sur les troubles de Lemberg et de Varsovie et nia que les bonnes relations de l'Allemagne avec la Russie et l'Autriche-Hongrie fussent en quoi que ce soit alté-

rées. Cependant, il n'ignorait pas la souscription publique de l'Autriche-Hongrie et les souscriptions des principaux journaux russes. Il repoussa d'ailleurs en termes hautains toute ingérence extérieure. « Pour moi, rien ne peut être péremptoire, excepté la raison d'État de mon pays et mon devoir vis-à-vis la race allemande... Je continuerai de faire ce qu'il est de mon devoir officiel de faire, afin d'empêcher l'Allemand d'être écrasé dans les provinces orientales. » Les conservateurs et les nationaux-libéraux applaudirent cet appel à la raison d'État et l'argument qui semblait tiré de la vieille et toujours véridique fable : *Le Loup et l'Agneau.*

Le même jour, un représentant du Reichsrath à Vienne, M. Dzieduszycki, protestait, au nom du peuple polonais, contre les procédés employés par la Prusse en Posnanie, et le président du Conseil, M. A. de Kœrber, s'élevait faiblement contre sa protestation qui avait été fort bien accueillie par le Reichsrath. La presse russe blâmait de son côté le gouvernement allemand au sujet de son intolérance qui pouvait blesser singulièrement ses voisins. On faisait observer que ce gouvernement ne pouvait blâmer les excès de l'Angleterre au Transvaal, puisque lui-même, toutes proportions gardées, traitait des innocents en Posnanie avec une brutalité sans nom. Était-il vraiment digne de l'Empire germanique de persécuter dans son essence nationale une minorité tchèque échue à cet Empire, dans le but avéré d'extirper tôt ou tard cette minorité du sol de l'État? Était-il digne et juste de vouloir éteindre la race et la culture polonaises? Était-il logique de permettre au clergé polonais de prêcher dans sa langue, et de défendre aux enfants des écoles d'apprendre le catéchisme dans cette même langue? A des objections si sérieuses un optimisme aussi hautain que celui du comte de Bülow pouvait-il répondre efficacement? Et l'avenir ne devait-il pas montrer que cette politique était une faute, aussi bien au point de vue de l'Allemagne elle-même que de ses relations avec l'étranger? La question polonaise, d'abord exclusivement prussienne, n'allait-elle pas devenir internationale? Il faudrait être ignorant de ce qui se passe en Europe pour ne pas savoir qu'entre tous les Polonais, Prussiens, Autrichiens et Russes, il règne une étroite et touchante

solidarité. Comment ne pas admettre que la persécution exaspérerait le patriotisme des Polonais et amènerait tôt ou tard des troubles et des difficultés de tout genre?

Je n'ai pas lu sans surprise dans le *Journal de Saint-Pétersbourg,* en décembre dernier, un article intitulé : *Jésuitisme prussien,* où le rédacteur déclarait que les Polonais avaient trouvé leur Pilate dans la personne du comte de Bülow qui les livrait hypocritement à des juges iniques. « L'œuvre du second Chamberlain, disait-il, sera néfaste pour l'Allemagne. Les prières et les larmes des enfants polonais auront des conséquences terribles pour leurs persécuteurs. » Le journal faisait ensuite un appel ardent à tous ceux qui en Russie pouvaient défendre la cause des Polonais en Posnanie. « Que la sympathie pour eux dans leur malheur immérité, ajoutait-il, aide à cicatriser les blessures du passé que les deux nations se sont faites réciproquement! » Ce n'était point d'ailleurs une manifestation isolée, car le *Novoié Vrémia* écrivait vers la même époque : « Le trait caractéristique de la nouvelle Allemagne impériale consiste en une intolérance arrogante, doublée d'un manque de sentiment de la mesure. Le dernier épisode en est un témoignage. L'Allemagne ne peut pas affirmer (ceci était une réponse à M. de Bülow) qu'il s'agit purement ici d'affaires domestiques. Ses voisins sont forcés d'écouter et de regarder ce qu'elle fait et ils ne peuvent pas ne pas regretter qu'elle agisse de manière à éveiller l'inquiétude et l'agitation au-delà de ses frontières. »

Ces articles prouvaient bien que le chancelier allemand avait eu tort de dire qu'un homme d'État ne doit jamais se soucier de l'opinion des peuples étrangers et qu'il doit uniquement se préoccuper de ce qu'il croit être l'intérêt de son pays, car les affaires de Wreschen avaient produit un réel refroidissement entre Vienne et Berlin et quelques contrariétés à Saint-Pétersbourg. La Russie d'ailleurs n'a pas intérêt à se créer des difficultés parmi les Polonais sujets de son Empire. Elle désire plutôt se les attacher par une politique habile et parfois modérée. Les Autrichiens, de leur côté, respectent la liberté, la religion et la langue des Polonais placés sous leur domination, et, dans ces conditions il est maladroit de dire à la tribune d'une assemblée : « Les sentiments étrangers, les courants

d'opinion et les démonstrations ne peuvent en aucune manière déterminer la marche de la politique intérieure et l'attitude du premier ministre de l'Empire. »

Comme l'a très bien fait remarquer un publiciste russe, la caractéristique de l'Allemagne moderne, comme celle de l'Angleterre, est l'orgueil intolérant et le manque de modération. C'est ce qui a fait échouer, quoi qu'en ait dit Guillaume II, l'œuvre de la dénationalisation en Danemarck et de la germanisation en Alsace. C'est ce qui fera encore échouer la germanisation de la Pologne. Mais ni le Chancelier allemand, ni son impérial maître ne comprennent la valeur d'une politique modérée à l'égard des Polonais, car l'on nous apprend que, pour les mater, Guillaume II va mettre à la tête du Ve corps d'armée en Posnanie un officier des plus énergiques, son cousin, le prince Frédéric-Léopold. Les menaces n'intimideront point les Polonais et ils sont prêts à tout pour défendre leur nationalité et leurs droits. De riches notabilités de Galicie ont créé des bourses au nom de Henryk Sienkiewicz pour l'éducation des enfants des victimes du procès de Gnesen pendant la durée de la captivité de leurs infortunés parents. C'est en vain que l'autorité allemande a fait arrêter et condamner à un an de prison M. Rosamowicz, rédacteur de la *Gazetta Guizinska,* pour avoir critiqué les violences des Allemands contre ses compatriotes, la presse polonaise défendra jusqu'au dernier souffle les droits d'un pays qui ne veut pas se laisser priver de sa langue héréditaire et recevoir dans cette langue la communication des vérités saintes.

Mais je n'ai pas encore tout dit.

L'éminent professeur Delbrück a constaté dans la revue les *Preussische Jahrbücher* que la germanisation par la force n'était parvenue jusqu'ici qu'à réveiller et accentuer le sentiment polonais en Posnanie. Voici comment il s'exprimait, et son avis mérite d'être retenu : « L'instruction religieuse donnée en langue nationale, voilà le principe qui, dans cette lutte, assure aux Polonais une prépondérance morale absolue. Nous aurions besoin maintenant d'un habile diplomate qui nous tire, sans que l'autorité de l'État en souffre, du cul-de-sac où nous a fourrés le ministère des Cultes, comme il l'a fait déjà autrefois, lors du Kulturkampf, avec sa défense d'administrer les

sacrements aux mourants. La guerre qu'on mène en ce moment contre les Polonais est une guerre avec armes insuffisantes. Il est désirable, non seulement pour la paix dans notre propre maison, mais aussi dans l'intérêt de nos frères allemands à l'étranger, qui ont tant à souffrir du mauvais exemple de la Prusse, que le conflit soulevé dans la question scolaire en Pologne disparaisse le plus vite possible. » Eh bien! ces réflexions si sages n'étaient pas écoutées. Et tandis que M. Delbrück regrettait des mesures violentes en Posnanie, l'organe du prince Herbert de Bismarck, les *Nouvelles de Hambourg*, non seulement les approuvait en ce pays, mais demandait qu'on en fît autant et même plus dans le Slesvig où la résistance était identique. « Pour conduire la germanisation à bonne fin, disait-il, il faudrait obliger les parents à envoyer leurs enfants à des écoles complémentaires, une fois les études primaires achevées. Ensuite, il faudrait retirer les droits paternels ou de tutelle à ceux qui envoient leurs enfants faire leurs études à l'étranger... Avec ce système et de sévères expulsions en masse, la paix régnerait bientôt en Slesvig, et la germanisation y aurait la prépondérance. »

De telles menaces devaient être relevées. Le 30 décembre 1901, la Diète de Galicie s'ouvrit à Lemberg sous la présidence du comte Andréas Potocki. Le prince Czartoryski, au nom de tous les Polonais d'Autriche, lut la déclaration suivante qui devait faire sensation en Allemagne comme en Autriche :

« Le peuple polonais, qui, bien que divisé politiquement, n'a pas cessé de former une unité nationale et intellectuelle, a ressenti douloureusement les persécutions de Wreschen, persécutions qui ont trouvé un écho partout où la maxime : *La force prime le droit,* n'a pas encore étouffé tout sentiment d'humanité.

« L'histoire appréciera et Dieu jugera selon la justice, mais nous, profondément blessés dans nos sentiments par l'offense qui nous est faite, nous n'aurons qu'une réponse digne d'un peuple conscient de son existence, de ses droits et de ses devoirs, et cette réponse est : Redoublons de zèle et de persévérance dans le développement de nos forces morales, intellec-

tuelles et économiques, afin d'assurer finalement la renaissance de la nation polonaise. »

Puis tous les députés, aussi bien ruthènes que polonais, se levèrent et acclamèrent cette énergique déclaration.

Il fallait, on en conviendra, que l'irritation causée par les événements de Wreschen et de Gnesen fût bien forte pour que la Diète de Galicie adressât une pareille leçon à l'Empire allemand, allié de l'Autriche. La *Norddeutsche Zeitung* fut chargée encore une fois d'exprimer le mécontentement de Guillaume II. Elle blâma l'immixtion de la Diète dans les affaires intérieures de l'Allemagne. Elle fit entendre que le gouvernement prussien ne se gênerait pas pour montrer encore plus de rigueur dans ses relations avec les Polonais. Les autres journaux allemands firent chorus. Ils se plaignirent en outre que le slavisme osât marquer sa supériorité sur le germanisme en Autriche. L'un d'eux alla jusqu'à dire que l'Allemagne tiendrait compte des difficultés intérieures du gouvernement autrichien, mais que cette indulgence finirait par avoir des bornes. « Il y a, dit-il, certains symptômes très inquiétants en ce qui concerne notre alliance avec l'Autriche, laquelle est de plus en plus en proie à la désagrégation et à la suprématie slaves. » Le comte de Bülow ajouta qu'il aurait prochainement l'occasion d'expliquer sa manière de voir sur la propagande polonaise, quand une interpellation, déjà annoncée, viendrait à la Chambre des députés de Prusse.

Le chancelier l'attendait avec impatience, car cette résurrection soudaine de la Pologne, après plus d'un siècle de rapines et d'égorgement, l'irritait. On n'en finirait donc jamais avec cette nation insolente que la grande Catherine, le grand Frédéric et Marie-Thérèse avaient saignée aux quatre veines! Comment, elle s'obstinait à ne pas mourir? Comment, les dernières mesures dirigées contre ses petits enfants ne lui imposaient pas un prudent silence? Comment, elle trouvait encore à l'étranger des sympathies sincères? Il fallait en finir avec tout cela. Mais la Triple-Alliance en souffrirait peut-être? Mais le communiqué de la *Norddeutsche Zeitung,* les paroles irritées du chancelier allemand au comte de Szegeny, ambassadeur autrichien, les représentations aigres du prince d'Eulenbourg au

comte Goluchowski, ministre des Affaires étrangères d'Autriche, étaient de nature à relâcher les liens de la Triplice?... Qu'importaient ces hautes considérations politiques en présence de l'orgueil allemand offensé par les manifestations de Lemberg et par l'audacieuse protestation de la Diète de Galicie? Qu'importaient les menaces venues des sphères polonaises où il était dit que si le gouvernement prussien continuait à molester et à violenter les Posnaniens, les intérêts politiques et économiques de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie en souffriraient gravement?... La force devait avoir raison du droit.

Lors de l'interpellation présentée le 13 janvier 1902 à la Chambre des députés de Prusse, le chancelier se fit questionner par un compère, M. Hobrecht, qui sollicitait une déclaration ferme pour le maintien de la politique gouvernementale en Posnanie. « Nous voudrions, dit cet orateur, que l'on se déclarât prêt à empêcher autant que possible à l'avenir des faits comme ceux qui constituent un appui donné par l'étranger aux Polonais, parce qu'il peut en résulter un grand danger. » Un représentant polonais, M. Jadzewski, ne put alors retenir son indignation et s'écria que le jugement de Gnesen devait obliger la justice allemande à se voiler la face de honte.

Le comte de Bülow, après avoir laissé rappeler à l'ordre M. Jadzewski, prit la parole. Il soutint qu'il fallait donner en Posnanie l'enseignement en langue allemande, parce qu'il était nécessaire de sauvegarder l'unité germanique. Il lui paraissait d'ailleurs impossible de confier tout l'ensignement aux instituteurs polonais qui n'étaient pas absolument sûrs. « Il ne convient pas, dit-il, que l'on profite de l'instruction pour poloniser les enfants allemands... Bien que j'aie des opinions libérales, je n'entends pas plaisanter dans les questions nationales. Il s'agit dans l'Est de ces questions et non point de questions confessionnelles. Il s'est formé, dans les villes de cette région, une bourgeoisie polonaise qui a pris avec fanatisme la direction de l'agitation polonaise. Il faut y ajouter l'action du comité de colonisation polonaise qui se rattache très étroitement à l'agitation du parti de la Grande-Pologne. » Et amené à parler des violences de Wreschen, il osa dire que l'on n'avait fait qu'appliquer les prescriptions du règlement scolaire. « S'il s'est

produit des incidents à Wreschen, cela n'est pas la faute de l'administration scolaire prussienne, mais cela provient de l'agitation polonaise. L'administration scolaire prussienne ne connaît pas plus la cruauté que la justice prussienne. » Ceux qui applaudissaient de telles affirmations ne se rappelaient pas que le sang avait coulé à Wreschen et que le jugement de Gnesen avait chargé de fers des innocents.

« Les pénitences corporelles, ajouta le chancelier, ne doivent *plus* être employées dans l'enseignement religieux. » Des ordres avaient été donnés, paraît-il, pour éviter le renouvellement des châtiments. Mais cette déclaration ne démentait pas qu'ils eussent été employés. « Personne, continua M. de Bülow, n'empêche les Polonais de parler dans leur langue, mais il faut aussi qu'ils apprennent à parler l'allemand et qu'ils prennent part à l'œuvre de civilisation allemande. » Si cette civilisation consiste, entre autres, à frapper des enfants et à emprisonner des femmes, on comprend que les Polonais se refusent obstinément à apprendre l'allemand. Le comte de Bülow fit naturellement des Polonais les auteurs mêmes de l'agitation actuelle. C'était eux qui avaient commencé la lutte, c'était eux qui l'avaient inspirée, qui menaçaient l'Allemagne.

Tu la troubles, reprit cette bête cruelle...

Il fallait donc maintenir la politique allemande en Posnanie, accorder des fonds plus considérables pour aider les paysans allemands à y acheter des terres, y créer des garnisons, des assemblées et des cercles allemands, en y mettant des fonctionnaires appropriés, suivre enfin « la voie de civilisation » qu'avait tracée jadis le prince de Bismarck. Et le chancelier ne craignit pas de conclure par ce bel aphorisme : « *Où l'idéal manque, l'Allemand dépérit!* » La violence est toujours chose détestable, mais elle devient intolérable quand on y joint l'hypocrisie.

Naturellement, les amis du chancelier, partisans et courtisans, trouvèrent la réponse admirable, et l'un d'eux, M. Butzen, déclara que le devoir des Polonais était de « se sentir de cœur les sujets du roi de Prusse ». Un autre, M. Kuns, soutint que

les Polonais devaient s'assimiler aux Germains comme l'avaient fait les Wendes et les Lithuaniens. M. de Studt, le ministre de l'Instruction publique, ajouta de son côté que si l'on cédait aux Polonais, on causerait un grave ébranlement dans l'Est tout entier, « car les hommes sont ce qu'on les a appris à être ». Et il émit ce sévère principe : « Tous ceux qui sont sujets d'un État allemand doivent être Allemands. » Et comme les châtiments corporels étaient en usage dans les écoles allemandes, il conclut que les maîtres de Wreschen avaient le droit d'y recourir contre les élèves qui mettaient de la mauvaise volonté à recevoir l'enseignement religieux en allemand et méprisaient l'idéal germanique. Mais pourquoi les Prussiens étaient-ils plus exigeants que les Autrichiens et que les Russes qui laissaient à leurs Polonais leur langue maternelle, leur unité morale et leur caractère ethnique? Pourquoi, en commettant des violences, s'étonnaient-ils qu'une nation, incorporée de force à l'État prussien, se révoltât contre une politique cruelle qui voulait à tout prix les germaniser? Je sais bien que M. de Bülow a répété un mot cher à M. de Bismarck : « Nous vivons sur une dure terre où nous sommes condamnés à être enclume ou marteau. » Mais pourquoi les Polonais devaient-ils être fatalement l'enclume frappée sans cesse par le marteau prussien?... A de telles paroles, un député polonais, M. Stychel, répondit que les Hakatistes, avec leur rage de germanisation à outrance, étaient la cause du conflit réveillé soudainement en Posnanie. Il blâma le gouvernement de s'inféoder à leur triste politique et il termina ainsi : « Les Polonais ont confiance en Dieu, mais en personne autre au monde. »

Sur quoi, l'un des plus féroces Hakatistes, M. de Tiedemann, répliqua que la révolte des Polonais contre l'emploi de la langue allemande était excitée par l'étranger et il engagea les ministres à maintenir fermement la discipline scolaire et les règlements sévères édictés par l'État. Un député polonais, M. de Czarlinski, objecta que ce n'étaient pas les Polonais qui semaient l'irritation, mais les Allemands seuls. L'agitation n'avait pour but que de maintenir la langue maternelle, les mœurs et les habitudes polonaises. « C'était là un devoir national. » Le ministre de l'Intérieur, M. de Hammerstein, ajouta que les

rebelles avaient pour but le rétablissement de la Grande-Pologne. « La haine du germanisme, dit-il, est profonde dans l'âme des Polonais. Elle l'accompagne du berceau à la tombe. Mais le gouvernement allemand veille à ce que l'élément allemand garde la suprématie. » En effet, dès la clôture de l'interpellation au Landtag, des ordres étaient donnés pour imposer à certaines villes de la Posnanie de nouvelles garnisons allemandes. Le parquet de Posen intenta même des poursuites contre Sienkiewicz, quoique l'auteur de la lettre au *Czas* ne fût pas sujet allemand. Mais que peut la force, même la plus violente, contre l'idée? La force peut triompher pendant un certain temps. L'idée, tôt ou tard, comme l'a tant de fois prouvé l'histoire, l'emporte sur elle.

C'est en vain que le chancelier allemand annonce au Landtag un nouveau programme d'extermination contre l'élément polonais. C'est en vain qu'il répète le mot de Bismarck : « Sus aux Polonais! *Ausrotten!* » C'est en vain qu'il prédit la destruction complète de leurs traditions, de leurs souvenirs et de leurs croyances, il n'arrivera pas à ses fins. Les Hakatistes ont cependant dressé un nouveau plan qui a quelque chose d'infernal : défense d'imprimer des livres en polonais, suppression de la presse polonaise, retrait aux Polonais du droit d'acquérir ou de tester, défense d'employer le polonais dans les réunions et les institutions, défense pour le prêtre de prêcher en polonais, enlèvement aux parents des enfants qui refuseraient d'étudier leur religion en allemand et placement de ces enfants dans des internats allemands, etc... A ces menaces les Polonais répondront par une résistance inébranlable. Il faudra les tuer jusqu'au dernier plutôt que de les vaincre.

Croirait-on cependant que l'indignation soulevée en Europe par les violences de Wreschen n'a pas arrêté la cruauté des *schulmeisters?* Malgré les promesses du comte de Bülow, on continue à battre les petits enfants. Dans plusieurs écoles prussiennes, plus d'un, refusant obstinément de répondre aux questions de catéchisme en allemand, va de lui-même et en silence présenter ses mains frêles aux coups des brutes allemandes... Ces enfants font honte à ce qu'on appelle l'humanité. Il paraît que quelques-uns ont été abîmés de coups; mais ces abominables trai-

tements ne viennent pas à bout de la résistance invincible des autres. Une pauvre paysanne, condamnée à la prison, s'est bornée à dire au procureur général : « Le cardinal Ledochowski a bien supporté deux ans de fers. Pourquoi ne pourrai-je souffrir comme lui pour notre religion?... » A Ojrzanovo, le maire s'était plaint que l'instituteur Kuehn eût frappé les enfants. On poursuivit le maire, mais devant les juges, Kuehn reconnut qu'il avait l'habitude de donner des coups à ses élèves. « J'avais 167 enfants dans mes classes, cela explique la nervosité qui m'a poussé à distribuer des coups de poings et à casser des ardoises sur la tête de mes élèves! » A Mamlicz, un petit écolier polonais est mort à la suite des violences exécutées sur lui par l'instituteur. On a voulu poursuivre la *Gaceta Robotnicza,* qui avait dévoilé le fait. On l'accusait de diffamation. Mais le fait fut reconnu vrai et les poursuites abandonnées. Toutes ces atrocités tourneront contre le germanisme lui-même. Ne rappellent-elles pas le cri vengeur arraché à l'admirable archevêque de Cologne, Mgr Wischering, que l'on traînait, il y a soixante ans, en prison : « *Dieu soit loué! Ils ont besoin de violence!* »

« L'incident de Wreschen, écrivait un témoin, a mis en évidence l'unité nationale qui subsiste dans les trois lambeaux de notre patrie déchirée par le partage... Le monde slave s'est ému. De toutes parts les dons affluent. Il en vient de Croatie, de Slavonie, voire de Russie. Et qui sait si la plainte des petits enfants polonais martyrisés dans l'école de Wreschen ne marquera point un tournant dans l'histoire, ne donnera pas à la grande famille slave la cohésion qui lui serait nécessaire pour opposer une digue aux empiètements teutons et à l'orgueil germanique? » Le 30 avril dernier, Léon XIII recevait le pèlerinage polonais, comptant environ mille personnes venues de toutes les parties de l'ancienne Pologne pour prendre part à son jubilé pontifical. « A votre vue, dit le saint vieillard rempli d'une profonde émotion, Notre cœur s'élance vers la Pologne tout entière et Nous considérons avec respect comment votre nation, au milieu de tant d'amères et douloureuses épreuves, a su garder intacte la foi de ses aïeux, prête à périr plutôt que de plier... Jugez vous-mêmes quelle bienveillance

Nous anime à votre égard et avec quelle ardeur Nous souhaitons à la nation polonaise un meilleur et durable avenir! » Et c'était de toute son âme que le Souverain Pontife donnait sa bénédiction à ceux qui représentaient auprès de lui une nation infortunée entre toutes.

Le chancelier allemand avait estimé que le moyen le plus efficace de combattre l'agitation polonaise était de continuer et même d'aggraver les mesures préconisées par Bismarck. On sait que la loi du 26 avril 1884 avait ouvert au gouvernement prussien un fonds de 100 millions de marks, puis la loi du 20 avril 1898 un autre fonds de 100 millions, afin de faciliter l'établissement de colons prussiens en Posnanie. C'est ce que l'on avait appelé d'un bien beau nom : l'*Ansiedlungspolitik*. La commission de colonisation avait acquis 164,494 hectares, dont 100,000 avaient été remis à des Allemands. Il ne restait plus que 17 millions de marks avec lesquels on pouvait acheter encore 13,000 hectares. Ce n'était plus suffisant. Il fallait donc augmenter le fonds de colonisation de 150 millions de marks pour lutter efficacement contre le polonisme. Mais ce que ne disaient pas les officieux, c'est que beaucoup de colons allemands avaient déjà quitté un pays où les habitants ne leur faisaient pas, à proprement parler, un excellent accueil. Le *Deutschum* avait un ennemi redoutable dans le *Polentum* et le *Kulturarheit* ne réussissait guère mieux que le *Kulturkampf*. La situation était mauvaise dans les provinces bilingues de la monarchie, et l'État prussien avait le devoir de considérer la question comme une question de défense personnelle. Il priait donc le Landtag de lui donner par de nouveaux crédits les moyens d'exercer en Posnanie « une action civilisatrice » et d'appliquer son fameux adage : « Où l'idéal manque, l'Allemand dépérit! »

La presse allemande officieuse approuvait naturellement la politique de combat, c'est-à-dire de germanisation par le sol. La presse indépendante était hostile ou sceptique. La *Gazette populaire de Cologne* croyait que le projet était destiné à échouer comme les projets précédents. La *Gazette de Voss* trouvait le projet néfaste et la politique du gouvernement en cette matière désastreuse. Le *Dziennif Polavski* déclarait que le

projet élèverait entre les oppresseurs et les opprimés une muraille infranchissable de haine.

Au Landtag, l'orateur du Centre, M. Fritzen, démontra que le projet nouveau était contraire à l'esprit de la Constitution. M. Richter, le représentant des libéraux populaires, le critiqua sévèrement au nom de l'égalité de tous les Prussiens devant la loi. « Ce n'est plus du germanisme, s'écria-t-il, c'est du supergermanisme ! C'est une loi d'exception que nous n'accepterons jamais. » M. Zusman, député polonais, reprocha au gouvernement de n'avoir tenu aucune de ses promesses, puis quitta la salle avec tous ses collègues. Mais, après un discours optimiste du ministre des Finances, le projet de subvention de 250 millions de marks pour l'acquisition de terres et colonisation en Posnanie fut renvoyé à une commission.

Tels sont les faits authentiques qui ont amené l'Empereur d'Allemagne à proférer des paroles menaçantes contre les Polonais au château de Marienbourg, le 7 juin dernier. C'était, au milieu d'une fête à laquelle avaient été invités des étrangers, une âpre déclaration de guerre à l'élément polonais qui réside dans les provinces orientales de la Prusse, et cette déclaration fut accentuée aussitôt par la présentation au Landtag du projet sur la germanisation de la Pologne prussienne.

Il fallait donc réduire cette nation qui, malgré la perte de son indépendance, osait défendre sa vie intellectuelle et religieuse et voulait demeurer sur le sol de ses ancêtres. Il fallait donner une leçon à ces catholiques entêtés qui n'admettaient pas que l'antique chapelle de Marienbourg qui, pendant six siècles, avait été consacrée au culte catholique, fût aujourd'hui affectée au culte luthérien, et qui avaient décidé l'archiduc Eugène, grand maître de l'Ordre teutonique, à s'abstenir de paraître aux fêtes. Il fallait expulser de leurs biens et de leur pays ces populations insolentes qui avaient l'audace de s'accroître quand même et d'avoir plus d'enfants que les Allemands eux-mêmes, ce qui avait amené M. de Bülow à dire spirituellement que les Allemands en Posnanie ressemblaient à des lièvres trop lents à se reproduire, et les Polonais à des lapins trop féconds !... Il fallait par tous les moyens venir à bout de l'arrogance polonaise : « *Polonischer Uebermuth!* »

A ces menaces, les notabilités polonaises de Posnanie répondirent par la décision de créer un fonds colonial de 100 millions pour l'opposer au fonds allemand. De son côté, le club parlementaire polonais de Vienne s'apprêtait à aider les Posnaniens à racheter aux colons allemands les terres qui leur seraient concédées. Cette attitude si énergique faisait réfléchir les esprits sérieux. Un écrivain des *Preussische Jahrbücher* disait récemment : « Il y a cinquante ans, la paix était en train de se faire dans la Pologne prussienne. Indigènes et immigrés vivaient en paix... Aujourd'hui, nous avons en face de nous un peuple qui nous hait et nous méprise. » Les journaux de Posen témoignaient bien ce sentiment en invitant la population à s'abstenir de paraître dans les rues le jour où y viendra Guillaume II, car l'Empereur a annoncé son arrivée prochaine en cette ville. Et la noblesse polonaise se promettait bien aussi de ne pas assister aux manœuvres impériales. La censure russe, chose peu ordinaire! permettait aux journaux polonais de critiquer amèrement le discours de Marienbourg. Les *Viedomosti,* de Saint-Pétersbourg, le blâmaient eux-mêmes : « Il ne faut pas, disaient-ils, aller jusqu'à vouloir soumettre la nation polonaise à des mesures restrictives et à en faire une matière à colonisation à outrance. Les temps de l'Ordre teutonique ont à jamais disparu. Aujourd'hui, la lutte cultuelle se fait à l'aide de l'église, de l'école, de la littérature. A qui la faute si l'Allemagne n'a pas produit un autre Gœthe, un autre Beethoven ou un autre Kant? A qui la faute si le militarisme prussien n'a pas su conquérir à l'idée allemande les régions orientales de l'Allemagne?... Des discours tels que celui de Marienbourg et de M. de Bülow ne peuvent pas rendre à la culture allemande le rôle prépondérant qu'elle a eu, mais qu'elle a perdu. »

A la Chambre des seigneurs de Prusse, lors de la discussion du projet sur l'achat des terres en Posnanie, le chancelier allemand déclara que l'État prussien avait pour but de favoriser partout le développement allemand. « Il ne peut accorder dans son sein, affirma-t-il, aucune autonomie à des nationalités étrangères. Or, *en dépit de tous les bienfaits* que le gouvernement prussien et l'administration allemande ont apportés aux Polonais, il existe un mouvement tendant à séparer de la

monarchie prussienne ses provinces de langue mixte. La plus récente conception dans cette voie, c'est le rétablissement du royaume de Pologne. » Il y avait là une affirmation téméraire, car les Polonais ne cherchaient pas du tout à rétablir leur royaume, mais à défendre leurs libertés et leurs croyances. M. de Bülow manifestait d'ailleurs les vraies intentions du gouvernement allemand en déclarant qu'il ne pouvait attribuer des terres en Posnanie à des catholiques, tant qu'il n'aurait pas de garanties lui assurant qu'ils sauraient résister à la pression en faveur de la cause polonaise exercée par le clergé catholique polonais. C'était là une spoliation non pas déguisée, mais avouée. Aussi, la Chambre des seigneurs ne se fit pas longtemps prier pour adopter le projet à l'unanimité.

Mais ces mesures ne paraissent pas devoir être bien efficaces, puisqu'un mois après ce vote, nous apprenons tout à coup la retraite inattendue de M. Wittenburg, président de la Commission de colonisation germanique. La presse allemande avoue que la commission a fait de mauvaises affaires. On en donne pour exemple l'achat, en 1900, d'un grand domaine au prix d'un million de marks, lequel a été revendu 200,000 marks à des Polonais. De plus, l'installation en Pologne de chacune des familles allemandes coûte environ 10,000 marks, tandis que l'immigration polonaise ne coûte que fort peu. Enfin, les banques polonaises participent au rachat des terrains et des domaines et font de bonnes affaires, car elles distribuent à leurs sociétaires des dividendes de 5 à 8 pour 100. On voit donc que le chancelier allemand s'expose à avoir de sérieux mécomptes avec la germanisation du sol. Il n'obtiendra qu'une chose en Posnanie et dans les provinces orientales de la Prusse : un redoublement d'animosité contre une politique intolérante et oppressive.

Comment s'étonner maintenant que ces mesures aient exaspéré les Polonais et leurs amis ? L'un d'eux, un député tchèque, M. Klofast, a pris tout récemment à partie en plein Reichsrath, à Vienne, l'empereur d'Allemagne lui-même. « Le verbeux empereur, a-t-il osé dire devant les pangermanistes stupéfaits, s'est placé cette fois publiquement à la tête de la propagande pangermaniste et s'est servi d'expressions que l'on n'avait

entendues jusqu'à présent que de la bouche des agitateurs. Si un homme ordinaire parle « de l'insolence des Polonais et de l'arrogance des Sarmates », c'est simplement un manque d'éducation; mais si un empereur, pour la dynastie duquel des flots de sang polonais ont été versés à Sedan, parle ainsi, c'est là une preuve qu'il faut chercher ailleurs cette insolence et cette arrogance et que l'empereur d'Allemagne s'est montré au monde non seulement comme un fanatique du pangermanisme, mais comme un homme absolument dépourvu de tout sentiment de tact! » Ces paroles déchaînèrent un orage dans lequel les pangermanistes crièrent : « Vivent les Hohenzollern! » et les Tchèques : « A bas Guillaume II! » Le président mit fin au tumulte en levant brusquement la séance. Le lendemain, le Président du Conseil, M. de Kœrber, exprima ses regrets au sujet de ce déplorable incident, mais il paraît que le gouvernement allemand, très froissé, exigerait encore à l'heure qu'il est une protestation plus énergique.

Ces scènes violentes et ces diverses réclamations donnent à réfléchir. *La Gazette de Francfort* elle-même s'inquiéta. « Jusqu'ici, dit-elle, les Polonais ont constitué un des plus solides soutiens de la politique extérieure de l'Autriche-Hongrie qui, comme on le sait, repose sur la Triple-Alliance. Les Polonais étaient, eux aussi, les soutiens de la Triple-Alliance, et cette attitude était confirmée par le fait qu'un Polonais était régulièrement nommé président de la délégation autrichienne. Or, cette année-ci, le Polonais Jaworski a refusé expressément la présidence pour pouvoir critiquer plus librement la politique extérieure de l'Empire et il a fait abondamment usage de ce droit dans un sens hostile à l'Allemagne, et cela à cause des incidents de Wreschen et de la politique polonaise avec l'Allemagne en général. » Ces incidents s'expliquaient par la conduite provocatrice du gouvernement allemand et par la maladresse de ses agents qui ne savaient quelle manœuvre employer pour mater les Polonais. N'apprenait-on pas entre autres la formation à Illwitz d'un prochain Congrès des *Ostmarkenverein* pour hâter la germanisation des contrées polonaises de Posnanie et de la Prusse occidentale?

Sur ce, l'empereur d'Allemagne prononça le 20 juin, à Aix-

la-Chapelle, un grand discours où il fit connaître toute sa politique. « Procurons-nous, dit-il, la force nécessaire pour accomplir la tâche qui incombe naturellement à notre nation. Que le jeune Empire se fortifie encore! Que la confiance qu'il inspire se consolide de plus en plus, mais que la puissante armée allemande constitue un appui pour la paix de l'Europe! » Puis abordant la question religieuse, il rapporta que le Pape aurait dit récemment à son envoyé le général de Loë : « J'ai toujours tenu en haute estime les sentiments de piété des Allemands et en particulier de l'armée allemande. Le peuple en Europe où règnent encore l'ordre, la discipline et les mœurs pures, où existe encore le respect devant les autorités et devant l'Église, et où tout catholique peut en toute liberté se livrer aux pratiques de son culte, c'est l'Empire allemand. » L'empereur en conclut qu'il était autorisé à dire que les deux confessions chrétiennes devaient en Allemagne poursuivre, l'une à côté de l'autre, la réalisation de ce grand but : « Maintenir la crainte de Dieu et le respect pour la religion, car un peuple dont la base n'est pas la religion est un peuple perdu! »

Belles et fortes paroles sans contredit, mais paroles qui obligent. Si réellement l'Allemagne est le pays où tout catholique peut se livrer en pleine liberté aux pratiques de son culte, que l'empereur et ses ministres cessent donc d'opprimer les Polonais! Qu'ils cessent, par exemple, de forcer leurs enfants à apprendre le catéchisme et l'histoire sainte en allemand ; qu'ils permettent aux prêtres de prêcher en langue polonaise et que, sous prétexte de germanisation, ils ne commettent pas des actes indignes d'esprits civilisés! Qu'ils ne fassent pas de l'école un lieu de torture et du tribunal un instrument d'iniquité; qu'ils montrent que la politique prussienne n'est pas une politique à deux faces, immorale et hypocrite; qu'ils n'appellent pas « crime de haute trahison » ce qui n'est que l'exercice d'un droit légitime, et que le *furor teutonicus* ne remplace pas la modération et la justice! Qu'ils invitent enfin les Allemands d'Autriche à ne plus crier partout le *Los von Rom,* cri qui paraît être un démenti formel donné à l'hommage solennel rendu par Guillaume II à la Papauté!

L'empereur actuel n'est pas loin de se croire un Charle-

magne et il a eu soin de rappeler que le puissant Charles, le grand monarque franc, avait attiré sur lui les regards de Rome qui voulait en faire son protecteur et son appui. Il y a là comme une sollicitation personnelle. Le motif en est évident. Il s'agit d'acquérir à l'Allemagne les sympathies du Saint-Siège, de lui faire attribuer une place prépondérante à Rome et à Jérusalem, en montrant que l'Allemagne, quoique protestante en grande majorité, est plus soucieuse que la France de la liberté et des intérêts des catholiques. Ce n'est pas la première fois que cette tentative a lieu, et elle doit attirer et retenir l'attention des esprits sérieux. Mais il est permis de dire que pour obtenir la confiance du Saint-Siège, il conviendrait tout d'abord de conformer les déclarations aux actes. Il faudrait cesser de prouver au monde qu'en frappant les Polonais, les Allemands veulent surtout frapper les catholiques, car il y a cent à parier contre un qu'ils n'agiraient pas avec une telle brutalité si les Polonais étaient calvinistes ou luthériens.

Aux paroles menaçantes que Guillaume II a proférées à Marienbourg, le comte Potocki, président de la Diète de Galicie, vient de répondre simplement et noblement : « L'histoire de la nation polonaise suffit à prouver que cette nation, qui honore son passé et a confiance dans l'avenir, ne saurait être exterminée, ni par des lois d'exception, ni par des prétentions nationales ou économiques. Aux persécutions, les Polonais doivent répondre, non par des démonstrations inutiles et peut-être nuisibles, mais en travaillant de tout leur pouvoir à développer leurs forces nationales. »

Enfin, le 13 juillet dernier, les mêmes Polonais ont tenu à célébrer avec éclat l'anniversaire de la bataille de Tannenberg où leurs ancêtres ont, en 1410, infligé une terrible défaite à l'Ordre des Chevaliers teutons. Les corporations ont défilé en masse devant le buste du vainqueur, Ladislas Jagellon, en chantant avec la foule l'hymne national : « *Boze Cos Polski!* La Pologne n'est pas morte!... » Une semaine après, l'assemblée annuelle des instituteurs de Galicie, tenue à Lemberg, terminait ses travaux par le vote à l'unanimité d'une résolution contre le discours de Marienbourg, par un hommage au roi Jagellon vainqueur des Allemands à Grünwald et par

des félicitations aux enfants polonais persécutés en Posnanie.

Un peuple qui comprend ainsi sa dignité et ses devoirs est un peuple qu'on ne saurait détruire. On peut donc affirmer que la germanisation de la Pologne, pas plus d'ailleurs que celle de l'Alsace-Lorraine, est loin d'être faite, et tous ceux qui considèrent les hommes et leurs actes, qui étudient attentivement les problèmes nationaux et les méditent sans passion comme sans illusion, ont la conviction profonde que cette germanisation ne se fera pas.

La Chapelle-Montligeon (Orne) — Imp. de N.-D. de Montligeon.